

PERSPECTIVES

Les pratiques
des usines
de l'électronique
sous la loupe

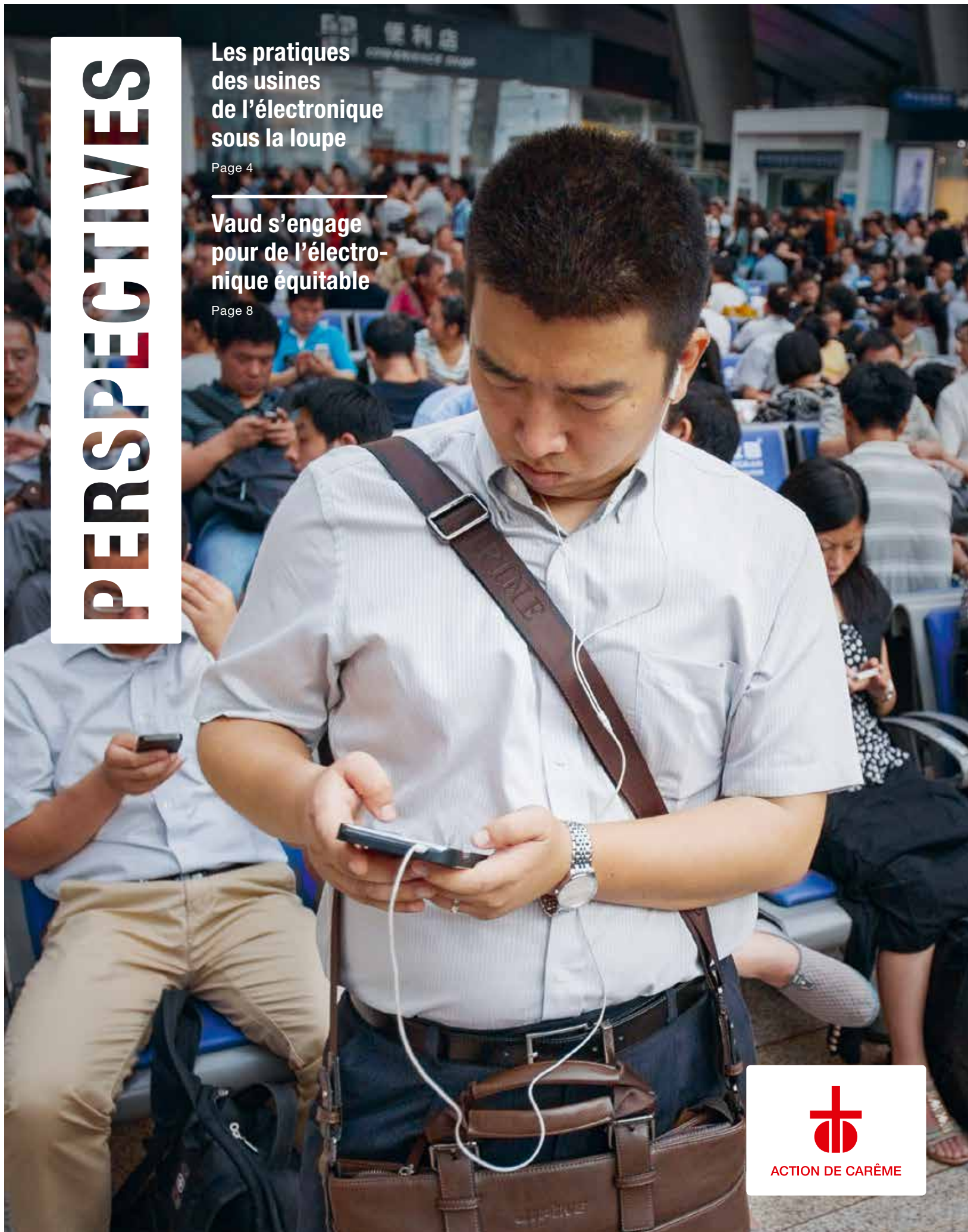
Page 4

Vaud s'engage
pour de l'électro-
nique équitable

Page 8



ACTION DE CARÊME



Chères lectrices, chers lecteurs,

Entre nous : quand avez-vous consulté votre téléphone portable pour la dernière fois ? A l'instant ou il y a une heure ? Pour beaucoup d'entre nous, il nous serait impossible de nous passer de notre téléphone. Il nous sert à organiser notre quotidien, à échanger des informations et à nous tenir au courant de ce qui se passe. Mais ce compagnon de tous les jours a aussi sa part d'ombre. Les ouvrières qui fabriquent ces appareils en savent quelque chose. Souvent, elles le paient au prix de leur santé. Voire même de leur vie : dans le cadre de leur travail, elles sont en contact avec des produits chimiques très toxiques. En 2015, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* ont rencontré leur réseau international à Los Angeles pour aborder ce problème. Ensemble, nous avons développé une déclaration d'intention pour les marques, sous-traitants et entreprises de télécommunication, les engageant à bannir les produits chimiques dangereux. Il faut maintenant qu'un maximum d'entre eux signent ce document et passent à l'action. Pour y parvenir, nous avons besoin de votre aide ! Vous en saurez plus dans ce numéro.



Matthias Dörnenburg, directeur *ad interim* d'Action de Carême

CONTENU

FAIR TRADE TOWN

« Le commerce équitable : une nécessité »

Page 6

BURKINA FASO

Chaque homme est un pays

Page 7

CONFÉRENCE

La pensée de Lebrét est-elle toujours d'actualité ?

Page 9

Impressum :

Une publication de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, 2016

Rédactrice en chef :

Pascale Schnyder (pst)

Rédaction : Isolda Agazzi (ia),
Patricio Frei (frp), Johanna Monney
(jom), Daniel Tillmanns (dt)

Mise en page et réalisation :

Craft Kommunikation, Zurich

Travail sur les photos : Schellenberg,
Pfäffikon (ZH)

Impression : Imprimeries Kyburz,
Dielsdorf

Tirages : 43 000 allemand/
6500 français

Parait : quatre fois par an

Prix : CHF 5.- par donateur/donatrice

sont utilisés pour l'abonnement

Contact : *Pain pour le prochain*,

ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17

Action de Carême, actiondecareme

@fastenopfer.ch, 021 617 88 81

Pour des appareils produits dans la dignité

Depuis 2007, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* mènent la campagne « High Tech – No Rights ». Celle-ci met en lumière les conditions de travail indignes dans lesquelles sont produits nos appareils électroniques et appelle à agir.



Affiche de la campagne 2007 – toujours d'actualité.

Téléphones portables, tablettes, ordinateurs : aujourd'hui, les Suisses et les Suissesses ne sauraient plus s'en passer ! Les ventes d'appareils électroniques explosent. Sur le plan mondial, le chiffre d'affaires est évalué à 2 milles milliards de dollars par an. Mais le secteur de l'électronique a aussi ses zones d'ombres. Un smartphone contient plus de 60 matières premières différentes, extraites dans des mines colombiennes ou congolaises dans des conditions effroyables. Il est assemblé dans des usines en Chine, qui ne respectent pas les droits du travail (voir dossier). La Suisse a sa part de responsabilité. Dans aucun autre pays au monde on ne trouve autant de téléphones : 94% des foyers y possèdent un mobile, utilisé en moyenne pendant 16 mois.

Une campagne efficace

En 2007, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* ont lancé la campagne « High Tech – No Rights ? ». Objectif : sensibiliser l'opinion publique sur les conditions dans lesquelles sont produits les appareils électroniques, dénoncer les abus et obtenir des améliorations. Elles ont attiré l'attention du public grâce à plus de 1000 reportages dans les médias. Avec Hewlett Packard, elles ont mené en Chine un projet pilote de formation des employés

et des employés en matière de droit du travail. Les deux organisations ont contribué à ce que les suicides des employés de Foxconn, un sous-traitant d'Apple, soient révélés au grand public. Apple et Foxconn ont dû réagir. En 2014, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* ont publié un classement éthique des différentes marques du secteur : un guide pour les consommateurs souhaitant acheter de manière responsable. Depuis plus de deux ans, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* sensibilisent également les cantons, communes et autres acheteurs publics pour que ceux-ci utilisent leur pouvoir d'achat et achètent des appareils produits dans des conditions équitables. Avec succès : le canton de Vaud vient d'adhérer à Electronics Watch (voir p. 9). Beaucoup reste à faire : on compte sur vous !

— Johanna Monney

Lire et agir

Avec Action de Carême et Pain pour le prochain, exigez que les produits chimiques toxiques pour les ouvriers comme le benzène soient bannis de la production des téléphones portables (voir dossier). Soutenez notre campagne ! www.stop-benzene.ch

Les pratiques des usines de l'électronique sous la loupe

Pour dénoncer les violations des droits du travail et faire pression sur les marques, il faut savoir ce qui se passe dans les coulisses. En Chine, Sacom enquête de manière anonyme dans les usines qui fournissent Apple, Samsung et les autres.

« Nous voulons informer l'opinion publique du coût social qui se cache derrière les produits des grandes marques. » Lorsqu'elle explique le travail de son organisation, Isabel Chang, responsable de projet à Sacom, est claire: il faut contrôler les pratiques des marques internationales et rendre publiques les violations des droits du travail dont elles sont responsables. Seule la pression publique permettra de faire changer les choses. Mais comment savoir ce qui se passe dans les usines, lorsque leur accès est interdit aux enquêteurs et enquêteuses indépendants ?

C'est dans ce contexte qu'est née, en 2005 à Hong Kong, l'organisation Students & Scholars Against Corporate Misbehaviour (Sacom), un partenaire de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*. La manière de procéder est toujours la même : Sacom mène tout d'abord des recherches sur Internet pour comprendre le fonctionnement des marques, quels sont leurs fournisseurs ou si un rapport de durabilité existe. Elle observe aussi sur les forums en ligne la manière dont les ouvriers et les ouvrières parlent de leurs usines. Les chercheurs de Sacom se font ainsi une première impression.

Enquêter pour dénoncer

Puis vient l'enquête sur le terrain : « Nous menons des entretiens avec des ouvriers en dehors de la fabrique et des enquêtes participatives au sein même des usines », explique Isabel. Sous le couvert de l'anonymat, des étudiants, notamment, se font engager dans ces usines. Ils récoltent des informations et se font une idée au plus près de la réalité des conditions de travail. Sacom les forme aux méthodes de recherche et à la loi sur le travail. « Ces formations sont essentielles. Parfois, les étudiants peuvent être confrontés à la suspicion de la direction et même être surveillés par les autorités. Notre équipe les aide en cas de danger ». Ces informations sont compilées dans des rapports, qui permettront à Sacom de mener des campagnes de sensibilisation et faire pression sur les marques. Des rapports rendus publics en Suisse par *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*. « Nos enquêtes et nos campagnes contre Foxconn et Apple ont permis de mettre la lumière sur le calvaire vécu par leurs ouvriers en Chine. Nous avons raconté la véritable histoire des produits Apple ; une histoire largement relayée par les médias du monde entier. Notre



Des militants et militantes de Sacom exigent publiquement qu'Apple améliore les conditions de travail dans les usines de ses sous-traitants.

vidéo sur Foxconn a été visionnée 500 000 fois », se réjouit Isabel. La pression du public a contribué à ce qu'Apple promette en 2014 de bannir le benzène de sa chaîne de production en Chine. « Une enquête que nous avons réalisée en 2015 a pourtant révélé que l'un de ses fournisseurs utilisait toujours du benzène ». Sacom continuera à scruter les usines – jusqu'à ce que les entreprises améliorent réellement les choses.

— Johanna Monney

Lire et agir

Notre action

Avec le soutien de *Pain pour le prochain* et d'*Action de Carême*, Sacom met la lumière sur les conditions de travail inhumaines dans l'industrie de l'électronique et s'engage pour des améliorations.

Votre soutien

**Aidez-nous à améliorer les conditions de travail dans l'industrie de l'électronique !
CCP 46-7694-0**



Isabel, Lindy, Sophie et Joy s'engagent auprès de Sacom pour le respect des droits du travail.

Une loi du travail qui manque d'efficacité

Les rapports de travail sont fondamentalement injustes : l'argent rend dépendante une main d'œuvre indépendante. C'est d'autant plus le cas aujourd'hui, lorsque l'on voit les gouvernements se ranger du côté du capital ou perdre de plus en plus d'influence.

En Chine, 277 millions d'ouvriers et ouvrières immigrés constituent la colonne vertébrale de l'économie du pays. En raison de leur statut particulier, de la mobilité croissante de leurs places de travail et de leur manque de capital social, ils sont spécialement vulnérables et dépendants d'une protection légale.

En 1994, l'Assemblée nationale populaire chinoise a approuvé la Loi sur le travail. Au cours des 20 dernières années, elle a mis en œuvre différentes lois et réglementations d'importance pour protéger les employés. La Loi sur la prévention et le contrôle des maladies professionnelles, la Loi sur la sécurité au travail (2002) ainsi que l'assurance contre les accidents professionnels (2004) font partie de cet arsenal. Une meilleure protection sur le papier. En réalité, la situation des travailleuses et des travailleurs s'est plutôt détériorée ces dernières années : si, en 2009, 42,8% des employés disposaient d'un contrat de travail fixe, ils n'étaient plus que 36,2% en 2015. Les salaires moyens ont baissé sans discontinuer depuis 1992, alors que les employés dont les salaires ne sont pas régulièrement payés ont sans cesse augmenté. Seules quelques entreprises versent les montants exigés pour les assurances sociales. A cela s'ajoute le fait que l'obligation de payer ces montants ne vaut que pour les salariés fixes, et non pour les employés à durée

déterminée ou les « student workers ». Or, ces deux dernières formes de relations de travail sont de plus en plus répandues. Des investigations de Sacom ont même révélé que des fournisseurs d'Apple exigeaient de la part de leurs nouveaux employés qu'ils renoncent volontairement aux assurances sociales et signent un document en ce sens. Les fréquentes blessures et maladies liées au métier montrent également l'incapacité de la Loi sur le travail à assurer la sécurité et protéger la santé des employés en Chine. Dans les secteurs du textile et de l'électronique, le recours à des produits chimiques toxiques sans mesures de protection adéquates demeure un problème majeur. Il faut compter en moyenne trois ans et neuf mois pour obtenir les versements compensatoires prévus par la loi en cas de blessure sur le lieu de travail ; cette durée s'allonge en cas de maladie due au travail. De nombreuses entreprises profitent de ces circonstances pour se dispenser totalement de les payer.

« Malgré une meilleure protection sur le papier, la situation des travailleurs s'est détériorée »

Sacom

prises profitent de ces circonstances pour se dispenser totalement de les payer.

Pourquoi les lois existantes sont-elles aussi peu efficaces ? Les entreprises n'ont presque aucune sanction à craindre en cas de non-respect, les autorités compétentes ne font pas leur travail correctement et les coûts pour défendre ses droits, en tant qu'employé, sont extrêmement élevés. Par ailleurs, le fait que la Loi sur le travail ne reconnaisse par les droits collectifs des travailleuses et des travailleurs explique aussi son inefficacité. La Loi sur le travail semble donc alléchante, mais elle manque de mordant. Car comment les employés et employées pourraient-ils se défendre s'ils n'ont pas le droit de faire la grève ou de créer des syndicats ?

EN CHIFFRES

85,4%

C'est la proportion de travailleurs immigrés à avoir effectué en 2014 plus que les 44 heures autorisées par la loi.

8/100

En moyenne, les entreprises en Chine n'ont payé l'assurance maternité que pour 8 employées sur 100.

42°C

La température a atteint 42°C dans les usines du producteur de textiles Uniqlo, selon les enquêtes menées par Sacom.

« Le commerce équitable : une nécessité »

Glaris Nord montre l'exemple : cette commune de l'est de la Suisse est la première « Fair Trade Town » du pays. Un exemple à suivre en Suisse romande, où certaines villes sont en bonne voie.

Glaris Nord, 17 500 âmes, est la première « Fair Trade Town » du pays – une distinction internationale décernée aux communes qui misent sur le commerce équitable. Vous vous êtes beaucoup investi. D'où vous vient cet engagement ?

Nous connaissons aujourd'hui l'évolution de la politique internationale. Et la question se pose à toutes et tous : quel est mon comportement face à l'oppression, la misère, la famine, l'extrémisme et la guerre civile ? J'aimerais inverser la vapeur et sortir de l'impuissance – en tant qu'individu, mais aussi comme commune qui se dit : unissons nos efforts, jouons un rôle actif dans le monde, adoptons une culture de l'équité. Etre équitables avec



Martin Laupper est syndic de la commune de Glaris Nord depuis six ans. Ce politicien libéral-radical (PLR) de 63 ans était auparavant directeur de l'assurance Swiss Life.

nos partenaires commerciaux n'est pas qu'une attitude noble, c'est une nécessité éthique.

Vous vous êtes engagé à convaincre magasins, restaurants, entreprises à se convertir au commerce équitable. Y êtes-vous parvenu ?

Bien mieux que ce que je pensais. Nous avons rapidement trouvé le nombre de partenaires exigé. Certains proposaient déjà des produits issus du commerce équitable ; quelques-uns ont eux-mêmes créé des produits équitables. Un confiseur vend, par exemple, des gâteaux avec des mangues *fair trade*. Je suis convaincu que le potentiel est encore grand. Nombreuses sont les personnes à être sensibilisées au sujet, et les clientes et

clients sont de plus en plus disposés à payer le prix le plus équitable et non pas simplement le meilleur marché.

Qu'espérez-vous de la distinction reçue ?

Nous lançons un signal. Si tout va bien, d'autres communes nous emboîteront le pas. La Suisse est privilégiée à bien des égards. Elle serait bien avisée de se montrer plus responsable dans le domaine du commerce équitable. Nous sommes fiers que notre commune joue un rôle de pionnier, c'est une chance pour nous. Glaris Nord peut se positionner comme une place économique pour des entreprises qui, grâce à une image positive, obtiennent un avantage concurrentiel légitime.

— Interview : Pia Seiler

Lire et agir

« Fair Trade Town » est une campagne internationale qui promeut le commerce équitable et distingue les communes qui s'engagent dans ce sens. En Suisse, elle a démarré en 2014, avec le soutien d'Action de Carême, Pain pour le prochain et treize autres organisations. 19 autres localités sont candidates. www.swissfairtrade.ch.

3 QUESTIONS À CLAIRE FISCHER

« Lausanne en bonne voie »

Comment une commune devient-elle « Fair Trade Town » ?

Pour obtenir la distinction, la commune doit marquer son engagement par une décision politique et inciter les acteurs socio-politiques à participer

concrètement : des restaurants, des commerces de détail doivent intégrer des produits équitables à leur assortiment ; des institutions et des entreprises en offrir à leurs usagers.

Y a-t-il des villes romandes ?

Lausanne est en bonne voie. Il manque encore six établissements de la restauration, des institutions (écoles, associations) et une vingtaine d'entreprises utilisant régulièrement des produits équitables dans leur salle de pause, pour qu'elle devienne « Fair Trade Town ». Une motion a été votée à Delémont. D'autres communes ont manifesté un intérêt.

Que pouvons-nous faire ?

Réclamer des produits équitables, parler de la démarche autour de soi, contacter sa commune pour qu'elle s'engage à soutenir la campagne. Votre aide est précieuse ! — dt

Claire Fischer est la coordinatrice de Fair Trade Town en Suisse romande



Participant à un festival de masques organisé par Asama.

Chaque homme est un pays

Au Burkina Faso, un projet d'agriculture a failli échouer : les habitants chrétiens et musulmans du village craignaient les pratiques animistes. Un projet à la fin heureuse grâce à du doigté.

L'expression « chaque Homme est un pays » vient de Tanzanie et résume parfaitement ce pour quoi *Action de Carême* s'engage depuis sa fondation : « Nous restons attentifs à la diversité des personnes, des cultures et des religions », affirme l'institution dans ses Lignes directrices.

Des facteurs culturels et religieux influencent son travail quotidiennement. Ils concourent à la réussite d'un projet, comme l'illustre cet exemple au Burkina Faso. Il fait partie des histoires récoltées dans le cadre d'une étude : à l'initiative d'*Action de Carême*, des organisations partenaires des 14 pays où elle est active ont rassemblé des histoires. Elles ont mis l'accent sur ce qu'on appelle le « story telling », en s'intéressant à l'expérience de la per-

sonne interviewée : laisser parler, écouter avec estime et apprendre du récit.

Burkina : la magie des masques

Au Burkina Faso, le ver était dans le fruit. Pendant plusieurs semaines, les responsables d'*Action de Carême* en charge du projet « Asama » se sont trouvés confrontés au fait que chrétiens et musulmans du village refusaient de collaborer. Le projet agricole mis en place avait pour but d'initier les habitants aux méthodes de culture durables. Mais seule la communauté animiste du village y participait activement. Selon le principe d'*Action de Carême* de collaborer avec tout un chacun, quelle que soit son appartenance religieuse, le projet devait s'adresser à tous les villa-

geois et villageoises. Les responsables du projet ont voulu connaître la raison de cette non-participation. Ils y sont parvenus en faisant leur autocritique : tous étaient membres animistes de congrégations de masques. Apparemment, leur présence engendrait une grande crainte auprès des non-initiés, même si le projet n'avait aucun caractère religieux. On attribue une existence magique aux masques : rien qu'un simple contact avec le costume pourrait provoquer la maladie ou la mort. On peut donc comprendre que des membres de congrégations de masques ne soient pas bien vus dans leur fonction de responsables de projet. Ceux-ci ont alors pris trois mesures stratégiques, en collaboration avec les coordinateurs

d'*Action de Carême* : ils ont tout d'abord rappelé les valeurs chrétiennes de l'organisation ; ils ont ensuite mis sur pied un comité interreligieux destiné à gérer le projet au niveau du village ; ils ont également transféré les activités du projet en un endroit neutre. Les réunions ont désormais lieu près du marché du village, et non plus dans la maison des masques.

Les solutions trouvées se distinguent par leur caractère créatif et pragmatique. En prenant la mesure des peurs spécifiques de la population locale et en en tenant compte, il a été possible d'atteindre l'ensemble des habitants de tous les quartiers, tout en renforçant dans le même temps la cohésion sociale du village. — Romana Büchel

RÉVISION DE LA LOI SUR LES MARCHÉS PUBLICS

L'Etat aussi doit consommer de manière durable !

Chaque année, l'Etat achète pour 40 milliards de francs. Il faut le produit le moins cher, peu importe qu'il soit élaboré dans des conditions équitables ou pas : c'est ce qu'indique la loi actuelle sur les marchés publics. Cette loi est en cours de révision. *Action de Carême*, *Pain pour le prochain* et d'autres organisations non

gouvernementales s'engagent pour que la durabilité soit non seulement ancrée dans la loi mais aussi mise en œuvre. Cela permettrait à la Confédération, aux cantons et aux communes d'utiliser leur pouvoir d'achat de manière positive et d'acheter, avec nos impôts, des produits élaborés de la façon la plus durable pos-



Les administrations publiques doivent utiliser leur pouvoir d'achat.

ADHÉSION À ELECTRONICS WATCH

Vaud s'engage pour de l'électronique équitable

En juin 2016, le canton de Vaud a annoncé son adhésion à Electronics Watch (EW). Cette initiative a été mise sur pied par *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, avec d'autres, en 2013. Objectif : utiliser le pouvoir d'achat des acheteurs publics pour améliorer les conditions de travail dans l'industrie de l'électronique. Organisation de contrôle indépendante,

EW assiste les cantons, les communes ou les écoles afin qu'ils intègrent des critères sociaux dans les contrats d'achat négociés avec l'industrie de l'électronique. Dans un deuxième temps, elle vérifie que les critères sont bien respectés par les fournisseurs. Puis elle travaille avec l'ensemble des acteurs afin de trouver des solutions aux pro-

sible – des vêtements pour les hôpitaux, des appareils électroniques pour les administrations, des pierres pour les routes ou encore de la nourriture pour les restaurants d'entreprise. Pour *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, il est essentiel que les conditions de production s'améliorent. Les ouvriers pourront vivre dans la dignité uniquement s'ils obtiennent des salaires décentes et s'ils ne mettent pas en danger leur santé.

Une zone grise à risque

Certaines administrations publiques effectuent déjà leurs achats sur la base de critères écologiques et sociaux durables. Mais celles-ci se retrouvent alors dans une zone grise sur le plan légal. Quel serait le verdict d'un tribunal si l'un des fournisseurs évincés portait plainte ? Il s'agit de saisir la chance qu'offre la révision de la loi pour fixer des règles du jeu claires en faveur de critères sociaux et écologiques. En attendant, les villes et les communes peuvent déjà prendre part sans attendre à la campagne « Fair Trade Town » (voir p. 6).

— Stefan Salzmann

blèmes qui persistent. Par le biais d'ateliers et de séances d'information, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* ont présenté à plusieurs acheteurs publics EW et initié des contacts. Elles ont ainsi encouragé le canton de Vaud à adhérer à cette initiative, le premier acheteur public à en devenir membre. « Cette adhésion est un exemple de partenariat efficace entre ONG et autorités publiques pour faire pression sur les marques afin d'améliorer les conditions de travail dans le secteur », se réjouit Daniela Renaud, responsable de la campagne « High Tech – No Rights ».

— Johanna Monney

SWISSCOM

Fairphone en vente

Depuis mars, Swisscom propose le Fairphone 2 dans son assortiment. En s'alliant à l'entreprise néerlandaise Fairphone, qui s'engage pour des conditions de travail dignes et une production durable de ses appareils, l'opérateur téléphonique renforce son engagement en faveur d'un développement durable. La campagne « High Tech – No Rights? » d'*Action de Carême* et de *Pain pour le prochain* a contribué à ce succès : Swisscom a rencontré le directeur de Fairphone lors d'une conférence organisée par les deux ONG en 2013.

CHANGEMENT DE DIRECTION

Patrick Renz s'en va

A la tête d'*Action de Carême* durant deux ans, Patrick Renz effectue un changement professionnel et a quitté l'œuvre d'entraide à mi-juillet. Le Conseil de fondation et le groupe de direction tiennent à le remercier pour son grand engagement et l'élan qu'il a su donner à l'institution. Matthias Dörnenburg dirige *ad interim* l'œuvre d'entraide.

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME À GENÈVE

Soutien aux communautés indigènes philippines



« Nous ne pourrions survivre que si ce projet minier ne se réalise pas » : Nora Polie Sukal (2^e à gauche), partenaire d'Action de Carême aux Philippines.

A Tampakan, aux Philippines, l'une des plus grandes mines à ciel ouvert s'étendra sur 10 000 hectares. Des terres ancestrales de la communauté B'laan, indispensables à leur survie. La résistance s'organise. Nora Sukal, représentante de la communauté, est intervenue en juin, à l'invitation d'Action de Carême, à la 32^e session du Conseil des droits de l'Homme à Genève. Elle a témoigné des dangers que représente ce projet minier pour sa communauté, entre autres le déplacement de 5000 personnes. Nora a obtenu le soutien de Chakola Beyani, Rapporteur spécial de l'ONU pour les personnes déplacées. Et de l'évêque Felix Gmür, président du Conseil de fondation d'Action de Carême. — *jom*

CONCOURS D'AFFICHES

« Ta main dans la mine »

Dans le cadre du dépôt de l'initiative « Pour des multinationales responsables », Alliance Sud InfoDoc organise durant toute l'année conférences et débats sur cette thématique, afin de soutenir la population dans sa réflexion. Elle organise notamment un concours d'affiches en collaboration avec l'Ecole Cantonale d'Art du Valais. But du concours : utiliser l'expression artistique pour susciter l'intérêt du grand public pour ces questions, et l'inviter à en débattre. Les affiches gagnantes seront dévoilées au public lors de la soirée de vernissage, le 6 octobre prochain, à 18h30. Le public est ensuite invité à participer à une conférence intitulée « L'or, une route de l'enfer au paradis ? », avec notamment Chantal Peyer, de *Pain pour le prochain*.

Soirée de vernissage, 6 octobre à 18h30, à Alliance Sud, av. de Cour 1, Lausanne

50^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE LOUIS-JOSEPH LEBRET

Populorum progressio – La pensée de Lebreton est-elle toujours actuelle ?

Alors chef de la délégation du Saint-Siège à l'ONU sur le droit au développement, Louis-Joseph Lebreton a pris position sur la nécessité d'un développement global et d'agir concrètement dans l'Eglise. Il est le premier, en 1962, à avoir proposé au nom du Saint-Siège, d'instaurer un droit au développement, garanti pour chacun et chacune. Que reste-t-il de la pensée de Lebreton, décédé il y a tout juste cinquante ans, et auteur de l'encyclique *Populorum Progressio* parue en 1967 ? Quelle est l'actualité de sa vision d'une économie basée sur des besoins essentiels, incluant les besoins spirituels ? Quelle pertinence aujourd'hui de l'approche du développement défini dans *Populorum Progressio* : « Le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour

être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'Homme » ? Et quelle influence de la pensée de Lebreton sur le travail des œuvres d'entraide catholiques ? C'est pour en débattre qu'Action de Carême organise une confé-

rence, ouverte à tous et à toutes. — *Johanna Monney*

1^{er} décembre 2016, 13h30–17h30, Conseil œcuménique des Eglises, Genève.
www.actiondecareme.ch



« Un développement pour tous » : Forum social mondial au Brésil, 2012.



Questionnons nos téléphones portables !

Le saviez-vous ? Faits et chiffres surprenants sur nos appareils fétiches.

1. Quel est le pourcentage des ménages suisses qui possèdent au moins un téléphone portable ?

- A. 94 %
- B. 97 %
- C. 99 %

2. Combien de téléphones portables ont-ils été vendus dans le monde en 2015 ?

- A. 650 000
- B. 995 000
- C. 1,4 milliard

3. Combien de matières premières différentes trouve-t-on dans un téléphone ?

- A. 20
- B. 40
- C. Plus de 60

4. Sur l'ensemble des téléphones portables vendus dans le monde, combien ont-ils été fabriqués en Chine ?

- A. 20 %
- B. 50 %
- C. 70 %

5. Quel pourcentage du prix total d'un téléphone portable représente le salaire de l'ouvrière ou de l'ouvrier qui l'a assemblé ?

- A. 1 %
- B. 7 %
- C. 16 %

Réponses : 1. : A / 2. : C / 3. : C / 4. : B / 5. : A

S'ENGAGER AVEC NOUS

Sensibiliser les étudiants à la réalité des smartphones

« Respectons notre smartphone et aussi les droits humains ! » lance l'une des pages explicatives de l'agenda 2015/16 du Collège de la Planta de Sion. Qui rappelle que le droit au travail et à un salaire équitable est inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. « Malheureusement dans de nombreuses mines et usines d'assemblage, ce droit n'est pas respecté. Ton smartphone serait-il né dans l'illegalité ? se demande l'agenda. Un autre exemple : les usines d'assemblage où les problèmes sont cachés. Les ouvriers y manipulent, insuffisamment protégés, des produits toxiques et cancérigènes comme le benzène. » C'est Hélène Bétrisey, une professeure de géographie en phase avec son temps, qui a lancé cette initiative, il y a huit ans. « Au départ, je parlais de changement climatique et de développement durable à mes étudiants de 3^e. Nous avons eu l'idée de faire un agenda qui porte chaque année sur une problématique différente. Il y a eu l'alimentation, l'agriculture, ou encore l'énergie, l'eau, les vêtements et les téléphones portables. L'année prochaine, ce sera le chocolat. »

Un véhicule de sensibilisation

Les textes sont écrits par les étudiants eux-mêmes. Ils s'inspirent des travaux d'organisations comme *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, plus précisément la campagne « High Tech – No Rights » (voir p. 3). Une quinzaine d'étudiants, âgés de 16 à 17 ans, s'engagent en dehors des cours. Les agendas sont vendus aux étudiants du collège de la Planta et à ceux d'un autre collège. En tout, environ 1300 agen-

das sont écoulés chaque année. « Les étudiants qui participent à l'aventure sont enchantés ! s'exclame Mme Bétrisey. Ils utilisent leur téléphone portable, mais ne savent pas d'où viennent les matériaux, quelles sont les implications de leur consommation, ce que cela entraîne d'être une « fashion victim ». Le travail d'*Action de Carême* et de *Pain pour le prochain* est très important. On ne va pas forcément toucher un large public, mais quelques personnes qui sont sensibles à la problématique. Elles vont faire bouler de neige. C'est un petit travail de fourmi, mais il est essentiel. » Cette enseignante en est convaincue : « On doit faire de nos jeunes des consommateurs responsables. Nous, nous appartenons à une génération où on devait devenir riches. Eux, ils appartiennent à une génération où ils doivent réfléchir à leur façon de consommer. Ma mission de professeur est que mes élèves deviennent des consommateurs intelligents. » — *Isolda Agazzi*



Hélène Bétrisey: « Un travail de fourmi a l'effet boule de neige. »